

Toegewezen ontvangsten			
EEC	EFC	Opschrift	Duizenden €
Toegewezen ontvangsten - Totaal			4.065
Ontvangsten - Totaal			172.365

Toegewezen ontvangsten, gespijsd door de dotatie

340	OB 20 PR 00 (1)	p.m. globale dotatie = 124.743 €
22	OB 50 PR 15 (5)	
<u>3.414</u>	<u>OB 60 PR 11 (7)</u>	
3.776		

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.
Eupen, 4 juni 2007.

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme,
B. GENTGES

Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
O. PAASCH

Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport,
Mevr. I. WEYKMANS

Nota

Zitting 2006-2007

Parlementaire stukken :

5-071 (2006-2007). Nr 1 : Ontwerp van decreet

5-071 (2006-2007). Nr 1 : Algemene voorstelling/rechtvaardigingsverklaring

5-071 (2006-2007). Nr 2 : Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming - Zitting van 4 juni 2007

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 898

[2008/200843]

31 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu la décision C (2007) 6083 de la Commission du 30 novembre 2007 approuvant le programme de développement rural de la Wallonie (Belgique) pour la période de programmation 2007-2013;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, en particulier l'article 3, 2° et 3°, modifiés par la loi du 29 décembre 1990 et 6° modifié par la loi du 29 décembre 1990 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2007;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 4 octobre 2007, approuvée en date du 4 décembre 2007;

Vu l'avis n° 43.750/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2007, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La Région wallonne met en place une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire, appelée ci-après mesure d'aide à la qualité, en application de l'article 20, point c), ii), du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et les modalités de mise en œuvre de ladite mesure d'aide à la qualité sont définies dans le présent arrêté.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° producteur : la personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole quelles que soient les spéculations;

2° exploitation : l'ensemble des unités de production gérées de façon autonome par un seul et même producteur, quelles que soient les spéculations;

3° unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris notamment les bâtiments, le matériel, les infrastructures de stockage, les stocks d'aliments et de fertilisants, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue de se livrer à une ou plusieurs spéculations agricoles. L'unité de production correspond à un site géographique précis, fixe et identifiable par une adresse;

4° filière organisée : ensemble des opérateurs couvrant les étapes d'élaboration d'un produit agricole ou agroalimentaire entre deux stades déterminés, engagés par une convention d'adhésion dans la mise en œuvre d'un même cahier des charges, organisés afin d'assurer un approvisionnement régulier et constant d'un marché, et coordonnés par une association ou un opérateur agissant comme promoteur de la filière;

5° Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

6° Service : la Direction de la Qualité des Produits, de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. Les produits concernés par la mesure d'aide à la qualité sont les suivants :

— les produits agricoles destinés à l'alimentation humaine visés à l'annexe I^{re} du Traité instituant la Communauté européenne;

— les denrées alimentaires visées à l'annexe 1^{re} du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires et du Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires.

Art. 4. Les régimes de qualité alimentaire concernés par la mesure d'aide à la qualité sont les suivants :

1° les régimes communautaires relatifs aux :

— produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 510/2006;

— produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 509/2006;

— vins de qualité produits dans des régions déterminées (v.q.p.r.d.) (titre VI du Règlement (CE) n° 1493/1999 portant organisation commune du marché vitivinicole et titre IV, chapitres I^{er} et III du Règlement (CE) n° 753/2002 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 1493/1999 en ce qui concerne la désignation, la dénomination, la présentation et la protection de certains produits vitivinicoles);

2° les régimes de qualité alimentaire régionaux répondant à un cahier des charges :

— agréé par le Ministre en tant que cahier des charges menant à une production de qualité différenciée sur base de critères incluant au minimum les exigences reprises à l'article 22, § 2, du Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),

— et contrôlé par un organisme certificateur agréé à cet effet sur base du plan de contrôle annexé au cahier des charges agréé.

Art. 5. Pour pouvoir bénéficier des subventions dans le cadre de la mesure d'aide à la qualité, les producteurs doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° le producteur doit être identifié dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1782/2003;

2° il doit avoir son siège d'exploitation situé sur le territoire de la Région wallonne; seules les unités de production situées en Région wallonne peuvent bénéficier de l'aide fixée par le présent arrêté;

3° il doit s'être engagé dans un régime de qualité alimentaire visé à l'article 4, et en respecter les règles;

4° il doit se soumettre aux contrôles de l'organisme certificateur reconnu pour le contrôle du régime de qualité alimentaire concerné, ainsi qu'aux contrôles du Service.

CHAPITRE II. — *Nature, durée et montant de l'aide*

Art. 6. L'aide ne peut couvrir que des frais de certification requis par le régime de qualité concerné.

Par frais de certification, il faut entendre les coûts annuels forfaitaires liés à la certification, y compris les frais forfaitaires annuels d'inspection, de contrôle et d'analyse.

Art. 7. L'aide couvre la totalité des frais de certification imputables à un producteur :

— soit sous forme de frais qui lui ont été facturés directement, que ce producteur fasse partie ou non d'une filière organisée;

— soit sous forme de frais qui ont été déduits de la valeur de vente de sa production brute, lorsque le producteur s'est engagé dans une filière organisée qui lui achète sa production brute, et qui verse en son nom les frais de certification qui lui sont imputables. Lorsqu'une filière organisée choisit de mettre cette méthode en œuvre, elle doit le faire pour l'ensemble des producteurs.

Art. 8. Un producteur ne peut recevoir une aide que sur une durée totale maximale de cinq années à partir de l'introduction de sa première demande.

Art. 9. Pour chaque régime de qualité alimentaire éligible à la mesure d'aide, le Ministre arrête le début de la période d'application de l'aide. Une année d'application de l'aide correspond à une année civile.

Art. 10. Le montant de l'aide est de maximum 3.000 euros par an et par producteur pour l'ensemble des régimes de qualité alimentaire auxquels participe le producteur.

Art. 11. Pour chaque régime de qualité alimentaire éligible à la mesure d'aide, le Ministre arrête annuellement un montant de référence en fonction de la nature des frais de contrôle et de certification découlant de l'application du plan de contrôle du régime de qualité. Ce montant de référence représente le montant annuel maximum de l'aide qui peut être octroyée à chaque producteur engagé dans le régime concerné.

CHAPITRE III. — *Modalités d'introduction des demandes et de liquidation de l'aide*

Art. 12. Dans les quatre mois qui suivent la fin de l'année civile concernée, sous peine de nullité, la date de la poste faisant foi, le producteur introduit auprès du Service une demande d'aide portant sur les frais de certification encourus au cours de l'année civile écoulée, accompagnée d'une déclaration de créance et des pièces justificatives nécessaires au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par le Service.

Le paiement des aides est exécuté annuellement pour l'ensemble des bénéficiaires après vérification des conditions d'octroi par le Service.

Art. 13. Aucun intérêt de retard ne peut être réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Contrôles*

Art. 14. Le Service est chargé de la supervision des organismes certificateurs agréés pour le contrôle de l'application des cahiers des charges à la base des régimes de qualité éligibles à l'aide.

Le Ministre peut fixer les modalités de cette supervision.

Art. 15. Afin d'assurer le contrôle des déclarations de créance introduites par le bénéficiaire, le Service reçoit annuellement des organismes certificateurs concernés la liste des producteurs ayant participé au régime, reprenant pour chaque producteur l'ensemble des frais de certification, soit facturés directement pour l'année concernée, soit facturés à l'opérateur agissant comme promoteur d'une filière organisée. Dans ce dernier cas, l'organisme certificateur fournit une copie des factures adressées au promoteur de la filière et les preuves de paiements correspondantes en assurant la transparence du calcul des frais imputés à chacun des producteurs concernés.

Art. 16. Tout producteur faisant l'objet d'une sanction émanant de l'organisme certificateur conduisant à une suspension ou une exclusion du système de certification est exclu de l'aide pour toute année civile au cours de laquelle la sanction a porté ses effets.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 18. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 898

[2008/200843]

31. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über eine Maßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Lebensmittelqualitätsregelungen im Rahmen des Programms für ländliche Entwicklung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007 zur Genehmigung des Programms der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2007-2013;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere der Artikel 3, 2° und 3, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 und 6° abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 und durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des am 9. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 4. Oktober 2007, genehmigt am 4. November 2007;

Aufgrund des am 14. November 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.750/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die Wallonische Region führt eine Maßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Lebensmittelqualitätsregelungen ein, nachstehend Maßnahme zur Förderung der Qualität genannt, in Anwendung von Artikel 20, Punkt c), ii) der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) ein; die Modalitäten der Durchführung der besagten Maßnahme zur Förderung der Qualität werden im vorliegenden Erlass festgelegt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erzeuger: die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder auch eine Verbindung beider Personenkategorien, die autonom, zu ihrem Gunsten und für ihre Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb verwaltet, ungeachtet um welche landwirtschaftlichen Produktionen es sich handelt;

2° Betrieb: alle Produktionseinheiten, die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden, ungeachtet um welche landwirtschaftlichen Produktionen es sich handelt;

3° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, des Materials, der Lagereinrichtungen, der Futter- und Düngemittelvorräte, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft durchzuführen. Die Produktionseinheit entspricht einem genauen, festen und durch eine Anschrift identifizierbaren Standort;

4° organisierte Sparte: die gesamten Operatoren, die mit den Stufen der Erzeugung eines Agrarproduktes oder eines landwirtschaftlichen Nahrungsproduktes zwischen zwei bestimmten Stadien beschäftigt sind, die im Rahmen eines Übereinkommens über den Beitritt zu der Durchführung ein und desselben Lastenheftes verpflichtet sind, die organisiert sind, um eine regelmäßige und ständige Versorgung eines Marktes zu gewährleisten, und durch eine Vereinigung oder einen Operator, die bzw. der als Initiator der Sparte handelt, koordiniert sind;

5° Minister: der Minister der Landwirtschaft;

6° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 3 - Die von der Maßnahme zur Förderung der Qualität betroffenen Erzeugnisse sind die Folgenden:

— die für Lebensmittelzwecke bestimmten Agrarprodukte, die in der Anlage I des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft angeführt sind;

— die Lebensmittel, die in der Anlage 1 der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel und der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates vom 20. März 2006 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln registrierten Produkte angeführt sind;

Art. 4 - Die von der Beihilfemaßnahme zur Qualität betroffenen Lebensmittelqualitätsregelungen sind die Folgenden:

1° die gemeinschaftlichen Regelungen über die:

— im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 registrierten Produkte;

— im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 registrierten Produkte;

— Qualitätsweine, die in bestimmten Regionen erzeugt werden (Qualitätswein b.a.) (Titel VI der Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Wein und Titel IV, Kapitel I und III der Verordnung (EG) Nr. 753/2002 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 hinsichtlich der Beschreibung, der Bezeichnung, der Aufmachung und des Schutzes bestimmter Weinbauerzeugnisse);

2° die regionalen Lebensmittelqualitätsregelungen, die einem Lastenheft entsprechen, das:

— vom Minister als Lastenheft zugelassen ist, das zu einer differenzierten Qualitätsproduktion führt, auf Grundlage von Kriterien, die mindestens die Anforderungen einschließen, die in Artikel 22 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) angeführt sind;

— durch eine zu diesem Zweck zugelassene bescheinigende Stelle auf Grundlage des dem zugelassen Lastenheft beigefügten Kontrollplans kontrolliert wird.

Art. 5 - Um in den Genuss der Zuschüsse im Rahmen der Maßnahme zur Förderung der Qualität zu gelangen, müssen die Erzeuger die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° der Erzeuger muss im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 eingetragen sein;

2° er muss seinen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben; nur die in der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheiten können in den Genuss der in dem vorliegenden Erlass bestimmten Beihilfe gelangen;

3° er muss sich im Rahmen einer in Artikel 4 erwähnten Lebensmittelqualitätsregelung verpflichtet haben und deren Regeln zu beachten;

4° er muss sich den Kontrollen durch die bescheinigende Stelle, die für die Kontrolle der betroffenen Lebensmittelqualitätsregelung zugelassen ist, sowie den Kontrollen der Dienststelle unterwerfen.

KAPITEL II — *Natur, Dauer und Betrag der Beihilfe*

Art. 6 - Die Beihilfe darf nur die für die betroffene Qualitätsregelung erforderlichen Zertifizierungskosten decken.

Als Zertifizierungskosten gelten die jährlichen mit der Zertifizierung verbundenen Pauschalkosten, einschließlich der jährlichen Pauschalkosten für die Inspektion, die Kontrolle und die Analyse.

Art. 7 - Die Beihilfe deckt die Gesamtheit der einem Erzeuger anrechenbaren Zertifizierungskosten:

— entweder in Form von Kosten, die ihm direkt verrechnet worden sind, ob dieser Erzeuger einer organisierten Sparte angehört oder nicht;

— oder in Form von Kosten, die von dem Verkaufswert seiner Bruttoproduktion abgezogen worden sind, wenn der Erzeuger sich im Rahmen einer organisierten Sparte verpflichtet hat, die ihm seine Bruttoproduktion aufkauft und die die auf ihn anrechenbaren Zertifizierungskosten in seinem Namen einzahlt. Wenn eine organisierte Sparte beschließt, diese Methode anzuwenden, muss sie diese für alle Erzeuger anwenden.

Art. 8 - Ein Erzeuger darf eine Beihilfe nur während einer Höchstdauer von insgesamt fünf Jahren ab der Einreichung seines ersten Antrags beziehen.

Art. 9 - Für jegliche Lebensmittelqualitätsregelung, die Anspruch auf die Fördermaßnahme gibt, bestimmt der Minister den Anfang des Anwendungszeitraums der Beihilfe. Ein Jahr der Anwendung der Beihilfe entspricht einem Kalenderjahr.

Art. 10 - Die Beihilfe beträgt höchstens 3.000 Euro pro Jahr und pro Erzeuger für die Gesamtheit der Lebensmittelqualitätsregelung, an der ein Erzeuger teilnimmt.

Art. 11 - Für jegliche Lebensmittelqualitätsregelung, die Anspruch auf die Beihilfemaßnahme gibt, bestimmt der Minister einen Referenzbetrag je nach der Natur der Kontroll- und Zertifizierungskosten, die mit der Anwendung des Kontrollplans der Qualitätsregelung verbunden sind. Dieser Referenzbetrag entspricht dem jährlichen Höchstbetrag der Beihilfe, die jedem Erzeuger, der sich für die betroffene Regelung entschieden hat, gewährt werden kann.

KAPITEL III — *Modalitäten für die Einreichung der Anträge und für die Auszahlung der Beihilfe*

Art. 12 - Innerhalb von vier Monaten, die auf das Ende des betroffenen Kalenderjahres folgen und unter Gefahr der Nichtigkeit (es gilt das Datum des Poststempels), reicht der Erzeuger bei der Dienststelle einen Antrag auf Beihilfe für die im Laufe des abgelaufenen Kalenderjahres getätigten Zertifizierungskosten zusammen mit einer Forderungsanmeldung und der notwendigen Beweisstücke mit Hilfe eines Formulars, dessen Muster durch die Dienststelle festgelegt ist, ein.

Die Zahlung der Beihilfen wird jährlich für die gesamten Anspruchsberechtigten nach Überprüfung der Gewährungsbedingungen durch die Dienststelle durchgeführt.

Art. 13 - Kein Verzugszins darf für die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert werden.

KAPITEL IV — *Kontrollen*

Art. 14 - Die Dienststelle wird mit der Überwachung der bescheinigenden Stellen beauftragt, die für die Kontrolle der Anwendung der Lastenhefte auf der Grundlage der beihilfefähigen Qualitätsregelungen zugelassen sind.

Der Minister kann die Modalitäten für diese Überwachung festlegen.

Art. 15 - Um die Kontrolle der vom Anspruchsberechtigten eingereichten Forderungsanmeldungen zu gewährleisten, erhält die Dienststelle jährlich von den betroffenen bescheinigenden Stellen die Liste der Erzeuger, die an der Regelung teilgenommen haben, mit der Angabe für jeden Erzeuger der gesamten Zertifizierungskosten, die entweder für das betroffene Jahr direkt angerechnet worden sind, oder dem als Initiator einer organisierten Sparte handelnden Operator verrechnet worden sind. In diesem letzten Fall übermittelt die bescheinigende Stelle eine Abschrift der an den Initiator der Sparte gerichteten Rechnungen und die entsprechenden Zahlungsbelege, wobei die Transparenz der Berechnung der jedem der betroffenen Erzeuger angerechneten Kosten gewährleistet wird.

Art. 16 - Jeder Erzeuger, der Gegenstand einer Strafe von der bescheinigenden Stelle ist, die zu einer Aussetzung oder eines Ausschlusses des Zertifizierungssystems führt, wird für das gesamte Kalenderjahr, im Laufe dessen die Strafe wirksam wurde, von der Beihilfe ausgeschlossen.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

Art. 18 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Januar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 898

[2008/200843]

31 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandontwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op beslissing C(2007) 6083 van de Commissie van 30 november 2007 tot goedkeuring van het programma voor plattelandontwikkeling van Wallonië (België) voor de programmatieperiode 2007-2013;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, 2° en 3°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en 6° gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 4 oktober 2007 en goedgekeurd op 4 december 2007;

Gelet op het advies nr. 43.750/4 van de Raad van State gegeven op 14 november 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Het Waalse Gewest voert een steunmaatregel in waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen, hierna kwaliteitssteunmaatregel genoemd, overeenkomstig artikel 20, punt c), ii), van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO) en de regels voor de uitvoering van bedoelde kwaliteitssteunmaatregel worden in dit besluit omschreven.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° producent : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen of van beiden, die ten eigen bate en voor eigen rekening zelfstandig een landbouwbedrijf beheert ongeacht de speculaties;

2° bedrijf : het geheel van de door één en dezelfde producent zelfstandig beheerde en uitgebate productie-eenheden;

3° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de gebouwen, het materieel, de opslaginfrastructuren, de voedervoorraden en de meststofvoorraden, de gekweekte dieren en gronden die voor de producenten voor zijn exclusief gebruik nodig zijn om één of meerdere landbouwspeculaties te bedrijven. De productie-eenheid stemt overeen met een bepaalde geografische plaats en is identificeerbaar via een adres;

4° georganiseerde keten : de gezamenlijke operatoren die betrokken zijn in de vervaardigingsstadia van een landbouw- of agrovoedingsproduct tussen twee welbepaalde stadia in, die via een toetredingsovereenkomst ingestapt zijn in de uitvoering van éénzelfde productdossier, die georganiseerd zijn om een markt regelmatig en constant te bevoorraden, en die gecoördineerd zijn door een vereniging of een operator die als promotor van de keten optreedt;

5° Minister : de Minister van Landbouw;

6° Dienst : de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 3. Volgende producten zijn betrokken bij de kwaliteitssteunmaatregel :

— de landbouwproducten voor de menselijke voeding bedoeld in bijlage I bij het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

— de levensmiddelen bedoeld in bijlage 1 bij Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen en van Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake gegarandeerde traditionele specialiteiten voor landbouwproducten en levensmiddelen.

Art. 4. Volgende voedselkwaliteitsregelingen vallen onder de kwaliteitssteunmaatregel :

1° de communautaire regelingen betreffende :

— de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 510/2006;

— de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 509/2006;

— in bepaalde gebieden voortgebrachte kwaliteitswijnen (v.q.p.r.d.) (titel VI van Verordening (EG) nr. 1493/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening van de wijnmarkt en titel IV, hoofdstukken I en III van Verordening (EG) nr. 753/2002 van de Commissie van 29 april 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1493/1999 wat betreft de omschrijving, de aanduiding, de aanbiedingsvorm en de bescherming van bepaalde wijnbouwproducten);

2° de regionale voedingskwaliteitsregelingen die voldoen aan een productdossier :

— erkend door de Minister als een productdossier dat leidt tot een productie van gedifferentieerde kwaliteit op grond van criteria die minstens de vereisten inhouden waarvan sprake in artikel 22, § 2, van Verordening nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO),

— en gecontroleerd door een daartoe erkende certificerende instelling op grond van het controleplan als bijlage bij het erkende productdossier.

Art. 5. Om in aanmerking te komen voor toelagen in het kader van de kwaliteitssteunmaatregel, moet de producent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de producent moet geïdentificeerd zijn in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van verordening (EEG) nr. 1782/2003;

2° zijn bedrijfszetel moet gelegen zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest; enkel de in het Waalse Gewest gelegen productie-eenheden kunnen in aanmerking voor de steun bepaald bij dit besluit;

3° hij moet ingestapt zijn in een voedselkwaliteitsregeling als bedoeld in artikel 4 en er de regels van naleven;

4° hij moet zich onderwerpen aan de controles van de certificerende instelling erkend voor de controle van de betrokken voedselkwaliteitsregeling en aan de controles van de Dienst.

HOOFDSTUK II. — Aard, duur en bedrag van de steun

Art. 6. De steun mag enkel betrekking hebben op certificeringskosten van de betrokken kwaliteitsregeling.

Onder certificeringskosten worden verstaan : de jaarlijkse forfaitaire kosten die verband houden met de certificering, met in begrip van de jaarlijkse forfaitaire kosten voor inspectie, controle en analyse.

Art. 7. De steun dekt alle certificeringskosten die een producent aangerekend kunnen worden :

— ofwel in de vorm van kosten die hem rechtstreeks zijn aangerekend, ongeacht of die producent al dan niet deel uitmaakt van een georganiseerde keten;

— ofwel in de vorm van kosten die afgetrokken zijn van de verkoopwaarde van zijn bruto-productie indien de producent in een georganiseerde keten gestapt is die zijn brutoproductie afkoopt en die in diens naam de hem aanrekenbare certificeringskosten betaalt. Indien een georganiseerde keten voor die methode kiest, moeten alle producenten daarbij betrokken worden.

Art. 8. Een producent mag enkel steun krijgen over een totale maximumduur van vijf jaar vanaf de indiening van zijn eerste aanvraag.

Art. 9. Voor elke voedselkwaliteitsregeling die voor de steunmaatregel in aanmerking komt, bepaalt de Minister de aanvang van de periode waarin de steun geldig is. Een jaar waarin de steun geldig is stemt overeen met één kalenderjaar.

Art. 10. Het steunbedrag bedraagt maximum 3.000 euro per jaar en per producent voor de gezamenlijke voedselkwaliteitsregelingen waaraan de producent deelneemt.

Art. 11. Voor elke voedselkwaliteitsregeling die voor de steunmaatregel in aanmerking komt, bepaalt de Minister jaarlijks een referentiebedrag op grond van de aard van de kosten voor de controle en de certificering voortvloeiend uit de toepassing van het controleplan van de kwaliteitsregeling. Dat referentiebedrag vertegenwoordigt het jaarlijkse maximumbedrag van de steun die toegekend kan worden aan elke producent die in de betrokken regeling gestapt is.

HOOFDSTUK III. — Nadere regels voor de indiening van de aanvragen en de uitbetaling van de steun

Art. 12. Binnen de vier maanden volgend op het einde van het betrokken kalenderjaar dient de producent op straffe van nietigheid waarbij de postdatum bewijskracht heeft bij de Dienst een steunaanvraag in die betrekking heeft op de certificeringskosten die hij tijdens het afgelopen kalenderjaar heeft moeten dragen, met als bijlage een aangifte van schuldvordering en de nodige bewijsstukken door middel van een formulier waarvan het model door de Dienst bepaald wordt.

De betaling van de steun wordt jaarlijks verricht voor alle gerechtigden na verificatie van de toekenningsvoorwaarden door de Dienst.

Art. 13. Er kan geen enkele nalatigheidsintrest geëist worden betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — Controles

Art. 14. De Dienst is belast met het toezicht op de certificerende instellingen erkend voor de controle van de toepassing van de productdossiers op grond van de voor steun in aanmerking komende kwaliteitsregelingen.

De Minister kan de nadere regels voor dat toezicht bepalen.

Art. 15. Om de controle van de door de steungerechtigde ingediende aangiften van schuldvorderingen te verrichten, krijgt de Dienst jaarlijks van de betrokken certificerende instellingen de lijst van de producenten die aan de regeling hebben deelgenomen, met vermelding voor elke producent van de gezamenlijke certificeringskosten, ofwel rechtstreeks aangerekend voor het betrokken jaar, ofwel aangerekend aan de producent die als promotor van een georganiseerde keten optreedt. In dat laatste geval verstrekt de certificerende instelling een afschrift van de facturen gericht aan de promotor van de keten en de desbetreffende betalingsbewijzen met waarborg van de transparantie van de berekening van de kosten aangerekend aan elke betrokken producent.

Art. 16. Elke producent die bestraft wordt door de certificerende instelling met als gevolg een schorsing of een uitsluiting uit het certificeringssysteem wordt van de steun uitgesloten voor het gehele kalenderjaar waarin de sanctie uitwerking heeft gehad.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

Art. 18. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 899 (2007 — 3001)

[2008/200875]

31 MAI 2007. — Décret relatif à la participation du public en matière d'environnement. — Erratum

Dans le décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 10 juillet 2007, à la page 37649, sous l'article 5, dans l'article D.29-3, le 2° du second alinéa doit se lire comme suit :

"2° le dossier soumis à enquête publique comporte l'ensemble des documents requis par l'article D.29-14 pour chacun des projets visés à l'article D.29-1."

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 899 (2007 — 3001)

[2008/200875]

31. MAI 2007 — Dekret über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt. — Erratum

In dem oben erwähnten und im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Juli 2007 auf Seite 37649 veröffentlichten Dekret ist in Artikel D.29-3 der Punkt 2° des zweiten Absatzes folgendermaßen zu lesen:

"2° die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte enthält alle nach Artikel D.29-14 erforderlichen Unterlagen für jedes der in D.29-1 erwähnten Projekte."

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 899 (2007 — 3001)

[2008/200875]

31 MEI 2007. — Decreet betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu. — Erratum

In bovenvermeld decreet, bekendgemaakt op bladzijde 37649 van het *Belgisch Staatsblad* van 10 juli 2007, dient het tweede lid van artikel D.29-3 bedoeld in artikel 5 als volgt te worden gelezen :

"2° bevat het aan een openbaar onderzoek onderworpen dossier alle stukken die krachtens artikel D.29-14 vereist worden voor elk van de projecten bedoeld in artikel D.29-1."

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 900 (2008 — 607)

[2008/200876]

20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement. — Errata

Dans l'arrêté du Gouvernement wallon susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 27 février 2008, à la page 12192, sous l'article 3 :

- les deux premiers intitulés doivent être inversés et se lire dans l'ordre suivant :

"TITRE III. — Participation du public en matière d'environnement

CHAPITRE I^{er} — De la réunion d'information";

- dans l'article R.41-16, le 3° du premier alinéa doit se lire comme suit :

"3° l'attestation de suivi de la formation annuelle visée à l'article R.41-12, § 1^{er}, 5°."